



SECTION DE LA MOSELLE

DECLARATION LIMINAIRE CHSCT du 11/06/2018

Monsieur le Président du CHSCT,

Le climat social actuel est marqué par une très forte augmentation des mécontentements des salariés et des fonctionnaires.

FO FINANCES MOSELLE souhaite vous relayer l'inquiétude et la consternation des agents devant la mise à sac du Service Public, du statut général de la Fonction Publique, des emplois et de l'exercice des missions.

Depuis des mois et lors des grèves Fonction Publique des 22 mars et 22 mai, les agents des Finances se sont mobilisés et ont multiplié les initiatives sur nombre de départements et en particulier en Moselle : Grèves, boycott des CTL aux Finances Publiques, interpellations des élus locaux, distribution de tracts au public, interventions relayées dans les médias, etc. La coupe est pleine !

Les agents des Ministères Économiques et Financiers condamnent l'entreprise de casse de notre administration :

Les suppressions d'emplois s'enchaînent et on peut estimer qu'il manque désormais dans nos services plusieurs milliers d'emplois.

Les restructurations permanentes désorganisent notre travail et réduisent nos réseaux de proximité (plus de 700 postes comptables rayés de la carte en 3 ans aux Finances Publiques).

Les externalisations ou privatisations de missions se multiplient, des opérateurs privés se mettent déjà dans la file pour marchandiser nos missions (comme l'aide payante à la déclaration en ligne de l'impôt sur le revenu proposée par La Poste, ou le développement des Maisons de Services au Public).

Quant à la reconnaissance des qualifications, le ministère supprime les plans de qualification.

Il est imposé toujours plus de contraintes aux agents avec comme exemple à la DGFIP: délais de séjours rallongés, suppression du mouvement de mutation complémentaire, projet de mutations quasi définitif, affectation au département au bon vouloir des directeurs locaux, et la volonté de généraliser la rémunération au mérite et le projet de mettre les personnels sous la responsabilité des préfets, etc.

C'est toute la Fonction Publique qui est attaquée :

Avec le programme CAP 2022, le gouvernement confirme sa décision de supprimer :

120 000 emplois dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État (notre ministère sera une fois encore en première ligne),
une économie de 4 milliards d'euros de dépenses publiques
et des privatisations de pans entiers de missions, le recours accru aux contractuels, le renforcement de la rémunération au mérite, la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel dont les CHSCT et ... un plan de départs volontaires, pour achever le travail de sape !

Ce gouvernement veut en finir avec tous les services publics, avec les principes d'égalité de traitement des citoyens et de solidarité collective :

Réformes fiscales au bénéfice des plus riches, CAP 2022, assèchement du financement des collectivités locales et des associations, introduction de la sélection au sein des universités, démantèlement de la SNCF, restrictions continues des moyens alloués à la santé en général, remise en cause programmée des retraites et pensions, une liste exhaustive serait trop longue à détailler !

A la DGFIP, toutes les missions sont impactées et menacées par une panoplie de mesures qui dégradent inexorablement nos conditions de travail, rendent la fiscalité de plus en plus injuste, sabrent les solidarités, minent le pacte social et nous déstabilisent dans l'idée que nous nous faisons de notre mission de service public, valeur déjà abandonnée par les tenants du nouveau monde !

C'est dans ce contexte particulièrement tendu que FO FINANCES vous redit ses revendications :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- **le maintien de l'ensemble de nos missions**
- **le maintien des droits statutaires et garanties pour les fonctionnaires**
- **le maintien des instances paritaires dans la Fonction publique**
- **la défense des conditions de travail**
- **la fin de la mécanique infernale qui déstructure nos administrations**
- **l'ouverture de réelles négociations avec le ministre pour garantir notre avenir.**

**NOUS RESTERONS MOBILISÉS, QUOI QU'IL ARRIVE, POUR LA
DEFENSE DE NOS DROITS ET DE NOTRE SERVICE PUBLIC AUX FINANCES .**